



Réunion publique - COMPTE-RENDU

Mardi 17 octobre 2018 à 20h00
École Joliot Curie II à Montreuil

PRÉSENTATION DU CONTEXTE

Après plusieurs temps de concertation qui ont permis de nourrir le travail d'INterland (diagnostic et l'élaboration des pistes de projet), la réunion publique du 17 octobre avait pour objectif de présenter les scénarii d'aménagement proposés par INterland.

LES OBJECTIFS DE LA RÉUNION PUBLIQUE

1. Partager et échanger sur les scénarii retenus sur chaque secteur d'aménagement.
2. Nourrir le travail d'INterland et l'arbitrage des élus.



Échange en table ronde autour des scénarii d'aménagement

> Le diaporama de présentation de la réunion publique est téléchargeable à cette adresse : www.est-ensemble.fr/npru-bagnolet-montreuil-je-participe

LE DÉROULÉ



1. Présentation du projet



2. Questions - réponses avec les élus



3. Échange en tables rondes

PERSONNES PRÉSENTES

ÉLUS

Est Ensemble

- Danièle Senez (vice-présidente Habitat et renouvellement urbain)

Montreuil

- Gaylord Le chequer (adjoint délégué à l'aménagement durable, à l'urbanisme)
- Muriel Casasaspro (adjointe développement territorial et à la politique de la ville)
- Capucine Larzillière et Belaïde Bedreddine (élus de quartier)

ÉQUIPE PROJET

Est Ensemble : Claire Ollivier, Clément Despres, directrice et chef de projet d'Est Ensemble

Groupe en charge de l'étude urbaine : Franck Huillard, Alizée Moreux et Camille Vivès (INterland), Elsa Cibert (Inddigo)

Ville Ouverte en charge de la concertation : Guillaume Dubois, Léa Denecker et Aurélie Bouton

> Environ 80 habitants

« ANRU », « PNRU », « NPNRU », DE QUOI PARLE-T-ON ? (*)

L'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) : Créée en 2003, l'ANRU est un établissement public de l'État, sous la tutelle de deux ministères, le Ministère du Logement et de l'Habitat durable, et le Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports. L'ANRU est l'outil de l'État pour financer les projets de renouvellement urbain dans les quartiers qui connaissent des dysfonctionnements urbains importants au sein des 1500 Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV).

Le Programme National de Renouvellement Urbain (PNRU ou ANRU1) : avec plus de 12 milliards d'euros de subventions accordées par l'État aux collectivités pour rénover leurs quartiers, le premier Programme National de Rénovation Urbaine a apporté, de 2003 à 2015, des moyens importants à près de 500 quartiers en France métropolitaine et d'outre-mer et engagé ses partenaires (bailleurs sociaux, villes et collectivités notamment) à investir dans les quartiers, dont ont fait parti les quartiers la Noue Montreuil, la Noue Bagnolet et les Malassis.

Le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU ou ANRU2) : Fin 2014, l'État décide de déployer, de nouveau, d'importants moyens (5 milliards d'euros supplémentaires, revalorisés à 6 milliards d'euros en octobre 2016) pour poursuivre l'effort de renouvellement urbain et intervenir sur de nouveaux quartiers. 230 quartiers dits « d'intérêt national », présentant d'importants dysfonctionnements, ont été retenus pour bénéficier du NPNRU. Le secteur à cheval sur Montreuil et Bagnolet, regroupant La Noue, Clos Français, les Malassis et le Plateau en fait partie.

MOTS DES ÉLUS

Danièle Senez : Le quartier intercommunal la Noue-Malassis Montreuil Bagnolet est l'un des 12 quartier NPRU du territoire Est Ensemble. Aujourd'hui, vous sont présentés les enjeux du projet et les hypothèses de scénarios. Il est important de vous dire que rien est aujourd'hui acté, nous sommes dans une phase d'échange autour de ces hypothèses d'aménagement et de nouvelles réunions / ateliers auront lieu prochainement pour continuer à dialoguer ensemble. Nous souhaitons être vraiment à l'écoute des habitants.

Murielle Casalaspro : L'histoire de ce projet est longue. Il y a d'abord eu l'ANRU 1* qui s'est concentré sur la rénovation des espaces publics dans le cœur de quartier, avec l'aménagement de nouveaux espaces publics, de nouveaux jeux. Une concertation ambitieuse avait déjà été menée à l'époque.

Aujourd'hui, un nouveau projet (NPNRU*) s'inscrivant dans la suite de l'ANRU 1 concerne un secteur plus élargi, à la fois sur Montreuil et Bagnolet et investit une grande diversité de thématiques : habitat, développement économique, espaces publics, vie des quartiers.

Tout ne va pas changer du jour au lendemain, le processus de construction d'un projet est très long. En décembre 2016 a été signé un « protocole de préfiguration » qui a fixé les études à réaliser pour élaborer le projet. Depuis lors nous travaillons avec vous à construire un projet que nous proposerons au printemps 2019 à l'ANRU*. L'agence actera alors ce qui sera réalisé et financé.

Gaylord Le Chequer : Les élus ont pris connaissance des hypothèses de scénarios lors du bureau municipal de la semaine dernière. Nous sommes au même niveau d'information que vous et la réunion d'aujourd'hui est un premier échange, qui en appelle d'autres, autour des hypothèses d'aménagement. Nous avons besoins de vos apports.

Nous travaillons aussi de concert avec Bagnolet sur certaines questions que nous devons traiter en commun : stationnement, équipements, déplacements...

SYNTHÈSE DES ÉCHANGES AVEC LES ÉLUS



Pour faciliter la lecture, les remarques des participants sont regroupées par thèmes et indiquées en italique.

LE FINANCEMENT ET LES MARGES DE MANŒUVRE DU PROJET



Le conseil de quartier s'est déjà beaucoup investi dans le projet. Plusieurs temps d'échange ont été organisés et plus de 200 personnes ont été touchées. On a pu observer avec l'ANRU1 que certains éléments du projet n'avaient pu être réalisés faute de financements suffisants. Quels sont les éléments d'intervention prioritaires pour les élus ?

Muriel Casalaspro : Effectivement, le financement du projet est conditionné par une phase de négociation avec l'ANRU. Il faut avoir à l'esprit que celle-ci finance une part importante du projet, avec les collectivités (département, région, ville et agglomération). En fonction de ses choix, le projet devra être revu. Il n'y a pas d'éléments d'interventions prioritaires, c'est à nous tous de les fixer. Concernant le calendrier, nous devons avoir un projet pour discuter avec l'ANRU au printemps 2019.

Danièle Senez : Le processus de négociation sera serré avec l'ANRU. Le traitement du département de la Seine Saint Denis, du point de vu régalien, est un vrai combat pour nous, nous militons pour avoir le droit commun, d'être traité avec justice et équité dans l'octroi des moyens alloués.



Vous présentez des invariants, ça veut dire qu'il y a des choses qui sont déjà décidées dans le projet. Je ne veux pas que la « place fédératrice » au Clos Français soit un invariant, or elle est dans tous les scénarios.

Muriel Casalaspro : Les invariants qui vous ont été présentés sont les objectifs communs à tous les scénarios :

1. Mettre en valeur les espaces verts à l'intérieur des quartiers en les reliant aux parcs
2. Renforcer les liens et les déplacements à l'intérieur du quartier et vers le centre-ville
3. Créer / conforter des lieux de rencontre dans le quartier
4. Améliorer et renouveler les équipements
5. Renouveler le commerce et conforter les activités économiques
6. Améliorer la qualité de l'offre de logements

En ce qui concerne les moyens pour y parvenir, on est justement en train de proposer des hypothèses. Nous sommes là pour en parler.

Gaylord Le Chequer : Les scénarios qui vous sont présentés représentent l'état actuel des réflexions mais rien a encore été décidé. Il reste des choses qui sont encore en suspens, comme le devenir de l'AFPA, qui appartient à l'État. En tant qu'élus, nous restons convaincus que bâtiment de l'AFPA enferme le quartier en obstruant le passage vers l'avenue de la Résistance.»



Comment va se faire l'équilibre du projet avec Bagnolet qui est une des villes les plus endettée de France ?

Gaylord Le Chequer : Le projet est construit ensemble mais l'ANRU tient compte de la situation financière des deux villes dans ses financements.

LA QUESTION DES PAVILLONS DE LA RUE DU CLOS FRANÇAIS ET DE LA DENSIFICATION DU QUARTIER



Que vont devenir les pavillons de la rue du Clos Français ? Ils ne sont pas indiqués sur le plan du deuxième scénario. On parle de mixité sociale mais à travers nous elle existe déjà.

Gaylord Le Chequer : Je comprends votre point de vue, le projet nécessite de se projeter sur le long terme, avec une perspective 2030. Par exemple, au Bel Air les premiers coups de crayons sur le projet ont été dessinés en 1999, et les travaux viennent seulement de se terminer. Sur cette ligne de pavillons, nous pourrions très bien imaginer de petits logements le long de la rue du Clos Français avec des ateliers d'artistes en rez-de-chaussée par exemple. Il y a besoin en tout cas de faire un temps d'approfondissement spécifique avec les habitants de votre rue.



Les scénarios proposent beaucoup de nouvelles constructions, mais ce quartier est déjà très dense.

Gaylord Le Chequer : La projection sur le long terme est nécessaire car des projets d'envergure risquent de nous impacter. Par exemple, un projet à l'échelle du Grand Paris prévoit de dévier la sortie de l'autoroute, actuellement porte de Bagnolet, au niveau de l'avenue de la Résistance. Nous ne voulons pas que le boulevard de la Résistance devienne une autoroute, il est donc important de se positionner en envisageant ce secteur comme une entrée de ville, avec un nouveau quartier d'habitation avec un profil urbain et non pas autoroutier.

Par ailleurs, la révision du Plan Local d'Urbanisme de Montreuil nous a permis de faire une OAP (Opération d'Aménagement et de Programmation) sur le quartier. Cet outil de mise en œuvre permet de contrôler la hauteur des nouveaux bâtiments qui sont construits.

LES URGENCES À COURT TERME : LES DIFFICULTÉS DE STATIONNEMENT ET LA SALETÉ ET L'INSÉCURITÉ QUI GRANDISSENT DANS LE QUARTIER



Où sont les propositions sur le stationnement, on a plein de questions sur le devenir de l'AFUL ?



La priorité numéro 1 du conseil citoyen est de régler la question du stationnement.



Les problèmes de stationnement actuel dans le quartier sont une urgence. On ne peut attendre 2030 pour cette question.



Que vont devenir les parking EG7 ? Le stationnement est anarchique dans rue Hoche, les bus ne passent plus.

Muriel Casalaspro : Les diagnostics ont bien montré que la situation était difficile. Les éléments présentés aujourd'hui étaient déjà très denses et nous comprenons que ce soit frustrant de ne pas avoir plus d'éléments sur le stationnement. Nous nous engageons à ce que la question soit approfondie lors d'un atelier prochainement.



On est exaspéré, cela fait 25 ans que l'on nous fait rêver avec de grands projets sur le quartier. Mais on ne règle pas les problèmes urgents, la saleté et l'insécurité.



Je ne comprends pas qu'on puisse dépenser de l'argent pour déplacer le bouldrome qui vient d'être refait, alors qu'on a besoin de moyens pour améliorer la gestion du quartier.



Il est temps mettre en œuvre des mesures d'urgence pour régler les problèmes de sécurité, de propreté, de consommation de drogues. Il en va de la crédibilité du futur projet.

Muriel Casalaspro : Il est nécessaire d'articuler les urgences immédiates (propreté, stationnement, insécurité...) et le projet sur le temps long. Les questions que vous soulevez seront mises à l'agenda des services de la ville.

Belaïde Bedreddine : Nous nous sommes engagés à répondre auprès du conseil de quartier des urgences qui ne peuvent pas attendre l'ANRU2.

Par ailleurs, la question des moyens financiers données aux collectivités par l'Etat est un vrai sujet. Ces derniers se réduisent de plus en plus, sachez que les élus du 93 se mobilisent fortement. Nous sommes vigilants mais malheureusement nous ne savons pas quels moyens seront donnés par l'ANRU, on ne tient pas tout dans les mains.

LE VOLET SOCIAL DANS LE PROJET



Pour l'ANRU 1 on parlait du PRUS, le «S» c'est le social. Où est le volet social dans ce projet ? Vous voulez construire des équipements mais comment on met de l'humain là-dedans ? Y a des poubelles qui brûlent, les points d'accès aux poubelles sont saturés. On a beaucoup aménagements mais rien pour les accompagner.



Il ne faut pas que compter sur l'arrivée de nouveaux habitants pour transformer le quartier. Il faut aussi développer l'accompagnement de ceux qui sont déjà dans le quartier.

Muriel Casalaspro : Lorsqu'on parle de création d'équipements dans le projet, cela veut dire aussi mise en place d'équipes sur le terrain. On peut être critique mais la dernière réforme de la politique de la ville permet plus de transversalité entre les volets urbain et social. Il est difficile d'entendre que l'ANRU 1 n'a servi à rien. Ce n'est pas parfait, certes, mais si rien avait été fait, comment serait le quartier aujourd'hui ?

Gaylord Le Chequer : Le quartier du Bel Air est un bon exemple. Là-bas des équipements ont été créés avec le personnel nécessaire pour les gérer. Il existe ici, à La Noue, des initiatives dans créent de la solidarité. Je pense par exemple à la cantine solidaire qui apporte des choses positives dans le quartier. Il nous faudra trouver un moyen de valoriser ces initiatives dans le futur projet.

TEMPS DE TRAVAIL EN TABLES RONDES

Les échanges sont regroupés sur chaque secteur en fonction de ce qui fait débat et consensus chez les participants sur les différents scénarios.

ÎLOT RÉSISTANCE



CE QUI FAIT DÉBAT



HABITAT

- **La démolition de la zone pavillonnaire** interroge les participants. La forme urbaine plaît et dessine une entrée de ville que beaucoup apprécient. Une proposition intermédiaire d'implantation de conservation des pavillons tout en implantant de nouveaux logements sur l'îlot est souhaitée. Cette intention leur semble possible car elle est esquissée dans le scénario 2 bis qui conserve 2 à 3 pavillons.
- **L'implantation de logements sur l'îlot Résistance** fait débat mais ne suscite pas d'oppositions massives, les échanges restent très ouverts :

POUR LA CONSTRUCTION DE NOUVEAUX LOGEMENTS

- Il y a un besoin de logements important sur Montreuil.
- Ces nouveaux logements vont changer l'image du quartier.
- Les espaces publics et les traversées de l'îlot Résistance plaisent, y compris chez les opposants à l'implantation des logements.
- Ces nouveaux logements sont perçus comme une possibilité de faire une plus grande mixité sociale dans le quartier et de l'ouvrir.

CONTRE LA CONSTRUCTION DE NOUVEAUX LOGEMENTS

- Les habitants estiment que le quartier est déjà très dense, ce qui pose des problématiques de gestion qui ne sont pas encore correctement résolues. Comment intégrer de nouveaux logements alors même que la situation actuelle dysfonctionne ?
- Les nouveaux logements donneraient directement sur les cours d'école, cela dérange certains habitants.
- Le scénario 2, le plus ambitieux en termes de construction de nouveaux logements, cristallise le plus d'inquiétudes



ÉQUIPEMENTS / COMMERCES

- **Le maintien de l'AFPA** ou non divise les participants. Pour certains, ces locaux ont un potentiel intéressant pour faire de futurs bureaux. Pour d'autres, ils sont vétustes et forment un verrou dans l'îlot Résistance.
- **La démolition – reconstruction de l'école Joliot Curie** pose question aux participants. Selon eux l'école fonctionne bien actuellement, et la logique de démolition leur semble demander des coûts excessifs.
- **La rénovation de l'avenue de la Résistance** interroge, notamment sur sa réduction de l'emprise automobile.



CE QUI FAIT CONSENSUS



ÉQUIPEMENTS / COMMERCES ET HABITAT

- **La démolition de la galerie** pour y placer du logement ne suscite pas d'oppositions particulière. Beaucoup de participants apprécient les nouvelles traversées créées pour rejoindre l'avenue de la Résistance
- **La rénovation des équipements scolaires** est appréciée ainsi que la différenciation en deux bâtiments distincts de la maternelle et de l'élémentaire. Des réserves sur la nouvelle taille des cours sont évoquées.
- **La création d'une rue traversante** créée en parallèle de l'ancienne galerie est très appréciée.



ESPACES PUBLICS

- De manière générale, **les nouveaux espaces publics** proposés intéressent les participants. Le scénario 2, plus ambitieux sur ce point, est alors privilégié.
- **Une nouvelle place autour de l'église**, en entrée de quartier, séduit les participants. Le prêtre souligne l'importance de la rénovation de la place de l'église. Il souhaiterait également que le secours catholique et qu'un centre de santé soient localisés près de l'église en lien avec le tribunal du droit d'asile et le foyer Adoma pour proposer une offre complète d'accompagnement des personnes migrantes.

CLOS FRANÇAIS



CE QUI FAIT DÉBAT

ESPACE PUBLIC ET HABITAT

L'ouverture ou non du Clos-Français, et l'intervention sur le bâtiment 01 monopolise les échanges :

POUR L'OUVERTURE DU CLOS - FRANÇAIS

- Une diversité de participants adhère à l'ouverture du Clos. Cette option représente à leurs yeux une solution aux différents squats puisque l'espace sera visible de tous.
- L'ouverture répond également à un argument de sécurisation du site puisqu'il sera plus accessible aux forces de l'ordre.
- Enfin, le site souffre d'un enfermement, les jeunes appellent le parking du bâtiment 01 « la frontière », au-delà de cette frontière ils peuvent s'adonner aux excès, comme protégés.
- L'intervention sur le bâtiment 01 est d'abord souhaitée comme massive, le scénario 1 leur paraît trop timoré et n'assume pas clairement l'ouverture

CONTRE L'OUVERTURE DU CLOS - FRANÇAIS

- Les personnes âgées perçoivent cette proposition comme une menace au peu de tranquillité qu'il leur reste.
- Les partisans de la non-ouverture militent pour une fermeture totale du site avec réfection des logements. Selon eux, l'intervention urbaine consisterait en une création de logement en RdC du bâtiment 01 pour faire barrage. Ils assument une fermeture continue et étanche du site.
- Des habitants souhaitent que les problèmes de nuisances et squat soient réglés en priorité. Ils s'interrogent sur l'ouverture du Clos comme créateur de plus de nuisances qu'il n'y en a déjà.

La constitution de logements sur l'îlot Jean-Macé suscite le débat :

POUR LA CRÉATION DE LOGEMENTS SUR L'ÎLOT JEAN-MACÉ

- Pour certains, la construction de logements est envisageable mais certaines choses doivent être précisées : les hauteurs et le volume des bâtiments, la conservation des vieux platanes le long de la rue Moise-Blois. Le lieu reste un espace vert et les habitants sont attachés à ce que perdure cette verdure si de nouveaux logements sont construits.

CONTRE LA CRÉATION DE LOGEMENTS SUR L'ÎLOT JEAN-MACÉ

- D'autres participants s'opposent totalement à cette proposition car ils souhaitent conserver un espace sans construction dans cette partie du quartier.



On a besoin d'espace d'aération dans ce quartier. Il y a des arbres, les enfants jouent à cache-cache

Par ailleurs, le redressement de la rue Moise Blois pose question : est-ce que ça ne risque pas d'encourager les rodéos de scooters ?

ÉQUIPEMENTS

La proposition du scénario 2 de **démolition du bâtiment de l'école maternelle Rosenberg** est globalement rejetée. Le bâtiment est très apprécié par les parents d'élèves. « Ma fille y a fait sa scolarité, c'était super, c'est à taille humaine ».

La création d'un équipement public est accueillie positivement mais soumise à plusieurs conditions :

- Il doit offrir une possibilité d'encadrement de la jeunesse dans des activités positives. De plus, les personnes âgées ont des besoins en santé à satisfaire. Au-delà, certaines imaginent un lieu de prise en charge de problématiques de santé mais également de prévention (addictologie et éducation à l'alimentation). Ainsi la possibilité d'un équipement mixte mêlant politique socio-culturelle et centre de santé séduit les participants.
- La localisation de l'équipement pose question. Certains habitants préconisent de maintenir la localisation sur l'ancienne CPAM qui permet de faire le lien avec le quartier pavillonnaire ce qui pourrait favoriser la mixité sociale.



CE QUI FAIT CONSENSUS

- **Les jardins partagés** proposés dans le scénario 2 ou cœur du jardin du clos français plaisent aux participants. Ceux-ci préconisent qu'ils soient gérés par une association « pour que cela fonctionne vraiment ».
- **La création d'un groupe scolaire sur l'îlot Jean Macé** est appréciée. Le rééquilibrage de l'offre scolaire est vu de manière positive. Un point d'attention est cependant mis en avant : les écoles doivent rester à taille humaine « on est attaché aux petites écoles ».